



**APPEL A PARTENARIATS**  
**s'adressant**  
**à des organisations sans but lucratif**

**Réf: "2025/Residency/DCE"**

(Merci de mentionner cette référence UNESCO dans toute votre correspondance)

Date : 04/03/2025

Date de clôture : 06/04/2025 (23:59 [France -(CET)])

A soumettre et demandes de renseignements par courriel à: [convention2005.call@unesco.org](mailto:convention2005.call@unesco.org)

**I. CONTEXTE:**

Cet appel à partenariats s'inscrit dans le cadre de l'action de l'UNESCO en faveur de l'industrie cinématographique en Afrique – à travers une « **Résidence cinématographique pour jeunes réalisatrices africaines** » - dans le cadre de la [Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles](#).

Avec le soutien de la République populaire de Chine, l'UNESCO a publié en octobre 2021 un rapport intitulé « [L'industrie du film en Afrique : tendances, défis et opportunités de croissance](#) », qui propose une cartographie complète de l'industrie cinématographique et audiovisuelle dans les 54 États du continent africain. Ce rapport inclut des données quantitatives et qualitatives ainsi qu'une analyse des forces et faiblesses du secteur aux niveaux continental, régional et national.

Le rapport met en avant trois axes stratégiques comme recommandations pour le développement du secteur cinématographique et audiovisuel en Afrique, conformément aux directives opérationnelles de la Convention de 2005 de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, à savoir : i) la nécessité de mettre en place des cadres institutionnels et réglementaires, ii) la mobilisation de sources et de mécanismes de financement, **iii) la mise en œuvre de programmes d'éducation et de formation.**

En outre, la République populaire de Chine a également soutenu des actions de mise en réseau essentielles pour les cinéastes africains lors des deux festivals de cinéma les plus importants en Afrique et dans le monde : le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO) au Burkina Faso (octobre 2021) et le Festival international du film de Cannes (mai 2022) – tous deux en présence de la Directrice générale de l'UNESCO.

L'UNESCO a également mis en œuvre d'autres programmes de résidences cinématographiques réussis pour soutenir le secteur du cinéma en Afrique. Parmi eux, la [résidence cinématographique UNESCO-Nara](#), un programme de résidence artistique destiné aux réalisatrices en 2021, sous le mentorat de la célèbre cinéaste japonaise Naomi Kawase. Actuellement, l'UNESCO soutient un programme de renforcement des capacités dirigé par la Triggerfish Foundation, visant à fournir des compétences techniques essentielles, des opportunités de réseautage et des perspectives d'emploi aux femmes travaillant dans l'animation en Afrique, grâce aux "Creator Labs" en 2024-2025.

L'UNESCO a également renforcé et diversifié un programme de mentorat innovant avec Women in Animation (WIA), intitulé "Stories x Women", afin d'autonomiser les réalisatrices de films d'animation des pays en développement. Ce programme comprend notamment une participation au Festival international du film d'animation d'Annecy et à son Marché en 2024. Enfin, le Fonds international pour la diversité culturelle a soutenu cinq projets de renforcement des capacités pour le secteur cinématographique, bénéficiant à quinze pays africains. Parmi ces initiatives figurent un [projet de cinéma mobile](#) visant à apporter des films aux communautés rurales du Sénégal, un programme de formation pour encourager [l'engagement des jeunes dans le cinéma](#) à Madagascar, ainsi qu'un projet régional destiné à renforcer le secteur du [film documentaire dans onze pays africains](#).

Le renforcement des capacités est particulièrement crucial pour lutter contre les inégalités de genre et ne laisser personne de côté, en accord avec les priorités mondiales de l'UNESCO en matière de Genre et d'Afrique. Il est donc essentiel de concevoir des stratégies d'intervention en faveur du cinéma africain en adoptant une perspective transformative de genre, à travers des méthodes inclusives et participatives. Le rapport de l'UNESCO de 2021 a également mis en lumière plusieurs données clés sur les réalisatrices africaines, révélant notamment qu'elles sont fortement sous-représentées dans l'industrie cinématographique à travers le continent. Par exemple, au Nigeria, qui possède avec Nollywood l'une des plus grandes industries cinématographiques au monde, les femmes ne représentent que 19 % des réalisateurs et producteurs. Les conclusions du rapport ont également souligné l'importance d'initiatives visant à accroître la participation des femmes dans le secteur cinématographique, car cela favorise une narration plus diverse et inclusive. Un renforcement accru des capacités et un soutien ciblé aux réalisatrices sont essentiels pour corriger ces disparités et garantir que les voix et perspectives des femmes soient pleinement représentées dans le cinéma africain.

## **II. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS/LIVRABLES:**

L'UNESCO recherche un partenaire pour concevoir et mettre en œuvre une « **Résidence cinématographique pour jeunes réalisatrices africaines** » - un programme de quatre semaines destiné à soutenir dix cinéastes émergentes du continent africain. Cette initiative a pour objectif de favoriser une industrie cinématographique africaine plus inclusive, en s'attaquant aux inégalités de genre et en encourageant une diversité de récits. À travers cette résidence, les participantes auront l'opportunité de renforcer leurs compétences créatives, techniques et de réseautage, tout en réalisant dix courts-métrages qui reflètent leurs visions et histoires uniques. Au-delà de la simple production de films, cette résidence ambitionne d'offrir aux réalisatrices des connexions stratégiques avec l'industrie cinématographique et des opportunités concrètes de développement professionnel, assurant ainsi un impact durable sur leur carrière et leur contribution au paysage cinématographique africain.

### **1. Le partenaire sera responsable des activités suivantes**

#### **a. Gestion de la résidence :**

- Concevoir et mettre en œuvre le programme et le curriculum de la résidence pour une durée de quatre semaines ;
- Organiser le processus d'intégration et les préparations en amont de la résidence, notamment à travers des ateliers de planification, des sessions d'introduction ou des tâches préparatoires assignées aux participantes ;
- Assurer la participation d'un ou plusieurs mentors de haut niveau issus de l'industrie cinématographique – réalisateurs ou cinéastes renommés pour leur expertise professionnelle et ayant été récompensés dans des festivals de renom en Afrique ou à l'international ;
- Sélectionner et mobiliser une équipe de formation pour accompagner les participantes dans

l'écriture, la réalisation et la post-production ;

- Organiser des ateliers pratiques et/ou des sessions de mentorat individuel ;
- Planifier des événements de réseautage dans la ville où se déroule la résidence ;
- Fournir l'expertise technique nécessaire ainsi que les équipements et infrastructures adéquats (ex. : caméras, studios, installations de montage) ;
- Veiller à ce que chaque participante réalise un court-métrage (soit dix films au total) avant la fin de la résidence ;
- Contribuer à la sélection des résidentes ;
- Garantir un environnement sécurisé et bienveillant pour toutes les participantes en mettant en œuvre des mesures de protection conformes à la politique de tolérance zéro de l'UNESCO en matière de harcèlement. Cela inclut l'application stricte des directives de prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) et la participation obligatoire à une formation PSEA, accessible via le portail UNICEF Agora : <https://agora.unicef.org/course/info.php?id=7380>.

#### **b. Logistique :**

- Gérer les arrangements de voyage, les procédures de visa – dans la mesure du possible – ainsi que l'hébergement des résidentes ;
- Faciliter la mise à disposition des indemnités journalières, des assurances, de l'accès à Internet et des moyens de transport locaux.

#### **c. Suivi et communication :**

- Superviser le déroulement de la résidence, en garantissant un contrôle qualité et en mettant en place des mécanismes de collecte de retours intermédiaires pour une amélioration continue ;
- Organiser des points de suivi structurés avec les résidentes, les mentors et l'équipe de formation afin d'évaluer les progrès et de résoudre d'éventuels défis ;
- Produire des supports promotionnels et de communication, incluant les biographies des résidentes et mentors, ainsi que du contenu audiovisuel et des articles documentant la résidence ;
- Assurer la visibilité de la résidence dans les médias, en Afrique ou à l'international, en collaboration avec les mentors ;
- Informer régulièrement l'UNESCO des avancées du programme et des éventuels défis rencontrés.

#### **d. Suivi post-résidence :**

- Réaliser des évaluations structurées post-résidence pour mesurer la satisfaction des résidentes, les compétences acquises et leur progression vers leurs objectifs ;
- Mettre en place une plateforme ou un mécanisme permettant aux anciennes résidentes de rester en contact, d'échanger des ressources et d'accéder à des opportunités après la résidence.

## **2. Gestion / Responsabilités :**

Le partenaire dirigera et assurera la gestion adéquate de la résidence et sera responsable de la conception du programme de la résidence, de toutes les dispositions logistiques relatives aux conditions de vie et aux déplacements des participants à la résidence, de la mise en œuvre de la résidence, de la sélection des mentors et de l'organisation des sessions de mentorat et des

événements de réseautage. Le partenaire apportera une expertise dans le domaine de la formation et de l'éducation à la réalisation cinématographique, ainsi qu'une connaissance des processus de réalisation cinématographique.

L'Entité de la Diversité des Expressions Culturelles de l'UNESCO gérera le lancement de l'appel à candidatures et assurera le processus de sélection en collaboration avec le partenaire, selon des critères prédéfinis. La sélection des candidates sera basée sur les critères suivants : (i) s'identifier en tant que femme, (ii) posséder la nationalité de l'un des 54 pays africains, (iii) être âgée de 21 à 35 ans, (iv) justifier d'au moins deux ans d'expérience professionnelle dans le domaine du cinéma ou de la production audiovisuelle, et (v) avoir réalisé au moins un film (court, moyen, long métrage ou documentaire), de préférence présenté dans un festival et/ou diffusé. L'Entité de la Diversité des Expressions Culturelles de l'UNESCO gérera la projection des courts-métrages (lieu et date à déterminer) ainsi que leur distribution dans des festivals de cinéma. L'UNESCO conservera les droits des courts-métrages.

L'Entité de la Diversité des Expressions Culturelles de l'UNESCO fournira des retours ainsi que des orientations tout au long des différentes étapes de la résidence.

### 3. Livrables

La résidence devrait se dérouler entre septembre et novembre 2025. Les livrables suivants sont prévus dans le cadre de l'Accord de partenariat d'exécution :

- a. Programme et curriculum de la résidence, liste des mentors, liste du personnel de formation, liste des équipements techniques pour la production des courts-métrages (y compris la pré-production, la post-production et le tournage), ainsi que la description des mesures mises en place pour garantir un environnement sûr et sécurisé pour les résidentes ;
- b. Dispositions logistiques pour les résidentes, y compris les devis pour les arrangements de voyage, les frais de visa, les indemnités journalières, les frais de transport terminal, l'hébergement et le transport local ;
- c. Rapport narratif intermédiaire sur le déroulement de la résidence, incluant les supports de communication tels que les biographies et photos des résidentes, mentors et personnel de formation, les contenus audiovisuels et les articles écrits sur le processus de la résidence, ainsi qu'une revue de presse sur la visibilité de l'événement ;
- d. Dix courts-métrages produits par les résidentes ;
- e. Rapport narratif et financier final sur la résidence, incluant les recommandations, les réalisations et les défis rencontrés. Un état financier final détaillé, signé et daté, sur papier à en-tête, certifié par le Directeur exécutif et le Responsable financier ou équivalent du partenaire, indiquant toutes les dépenses engagées pendant la période de mise en œuvre du projet. L'état financier devra être accompagné d'une liste de toutes les dépenses engagées (ex. : état des dépenses), précisant la date, la description, le montant du paiement, la devise de référence, le taux de change appliqué, ainsi que le numéro du document justifiant la dépense. Ce document devra être accompagné des originaux ou des copies certifiées des factures, reçus ou autres pièces justificatives pertinentes. Tout montant non dépensé ou non enregistré devra être restitué à l'UNESCO dans la devise de paiement de cet accord. Dans le cadre du rapport financier, le partenaire fournira la documentation suivante :
  - Pour le personnel recruté dans le cadre du projet : une copie du contrat, les fiches de paie/reçus signés par le bénéficiaire et une copie de la carte d'identité/passeport
  - Pour le personnel externe travaillant sur le projet : les feuilles de temps réelles indiquant le déploiement du personnel, signées par le membre du personnel et approuvées par le responsable désigné.
  - Pour les dépenses liées aux prestataires/consultants : une copie du contrat, les

factures, l'ordre de paiement/reçu, ainsi qu'une copie de la carte d'identité/passeport ou le document officiel d'enregistrement de l'entreprise.

- Pour les dépenses liées aux déplacements : les billets, factures et cartes d'embarquement (toutes les factures d'achat de billets doivent clairement indiquer le nom du voyageur, la destination, la date et le coût du billet).
- Pour les dépenses liées aux participants : le nom du bénéficiaire principal et des bénéficiaires à charge, une copie de la pièce d'identité, la date et une preuve de paiement (reçu, bordereau de paiement, etc.).
- Pour toute autre dépense : les factures et reçus du fournisseur.

### III. **ADMISSIBILITE :**

Un partenaire d'exécution de l'UNESCO est une entité sans but lucratif à laquelle l'UNESCO confie tout ou partie de la mise en œuvre de programmes ou de projets spécifiés dans un document signé, étant entendu que le partenaire sera pleinement responsable et tenu de rendre compte de l'utilisation effective des ressources et de la livraison des produits comme indiqué dans ledit document. Le partenaire doit être légalement enregistré depuis au moins cinq ans et opérer en Afrique. Cela inclut, sans s'y limiter, les organisations non gouvernementales (ONG), instituts de recherche, universités, fondations, associations professionnelles et organisations intergouvernementales.

<b>Principales caractéristiques d'un Accord de partenariat d'exécution avec l'UNESCO</b>
Le partenaire apporte une valeur ajoutée, notamment sous la forme d'une contribution financière ou en nature, au projet ou à l'activité.
Le partenaire partage les risques et les avantages liés à l'exécution du projet ou de l'activité et est responsable et appelé à rendre compte de la production des résultats escomptés.
Le partenaire est associé à chaque étape du processus, depuis l'élaboration d'un plan de travail détaillé jusqu'à l'évaluation du projet ou de l'activité.
Le partenariat comprend des aspects dépassant la seule prestation d'un service, notamment des éléments de renforcement des capacités du partenaire et/ou du bénéficiaire.

Les critères déterminant l'éligibilité d'une entité à être considérée par l'UNESCO seront basés sur le formulaire d'identification des partenaires de l'UNESCO – annexe 1.

### IV. **PROPOSITION :**

Le partenaire devra démontrer sa capacité à répondre aux Termes de Référence et proposer une méthodologie pour concevoir et mettre en œuvre la Résidence cinématographique pour jeunes réalisatrices africaines.

Les candidats doivent soumettre les éléments suivants :

1. **Proposition technique** : Les candidats doivent soumettre une proposition technique détaillée couvrant:
  - i. **Plan méthodologique** : une méthodologie proposée, un programme et une approche pour la résidence ;
  - ii. **Plan de mise en œuvre** : un plan de mise en œuvre couvrant tous les aspects des Termes de Référence, avec un calendrier correspondant ;
  - iii. **Plan d'atténuation des risques** : un plan d'atténuation des risques pour la mise en œuvre de la résidence, incluant les questions de sécurité et de protection, en conformité avec les directives de Prévention de l'Exploitation et des Abus Sexuels (PSEA) ;

2. **Ressources humaines** : Les candidats doivent démontrer une capacité suffisante pour assurer la mise en œuvre de la résidence, avec une équipe maîtrisant l'anglais ou le français, et ayant une bonne connaissance de l'autre langue :
- i. **Programme de mentorat** : une liste détaillée d'un ou plusieurs mentors, leurs rôles assignés et la confirmation de leur participation à la résidence. Les mentors doivent être des cinéastes ou réalisateurs renommés pour leur expertise professionnelle et ayant été reconnus et récompensés dans des festivals de cinéma de renom en Afrique ou à l'international ;
  - ii. **Équipe de formation** : au moins trois professionnels, ayant chacun un minimum de cinq ans d'expérience, couvrant les domaines de l'écriture de scénario, la réalisation et la post-production ;
  - iii. **Coordination de la résidence** : au moins un coordinateur avec un minimum de cinq ans d'expérience, responsable de la mise en œuvre et de la gestion globale de la résidence, et idéalement au moins un coordinateur adjoint pour soutenir l'exécution logistique ;
  - iv. **Autre personnel** jugé pertinent par le partenaire pour assurer la mise en œuvre de la résidence.

Les candidats doivent soumettre **des CV actualisés** de tout le personnel assigné, mettant en avant leurs qualifications pertinentes en lien avec les Termes de Référence. Les candidats doivent également indiquer, dans la **proposition budgétaire**, si les ressources humaines sont du personnel interne, en précisant le pourcentage estimé de leur temps de travail consacré au projet en tant que contribution en nature, ou si elles sont contractées en externe, en précisant les honoraires estimés.

3. **Équipements et installations** : Les candidats doivent soumettre **une liste détaillée des équipements et installations nécessaires** à la mise en œuvre de la résidence et à la réalisation des dix courts-métrages par les résidentes. Les candidats doivent préciser, dans la **proposition budgétaire**, si les équipements et installations seront fournis en tant que contribution en nature, en indiquant les coûts associés, ou si les équipements et installations seront loués, en spécifiant les coûts correspondants.
4. **Capacité organisationnelle et financière** : Les candidats doivent soumettre les informations suivantes :
- i. **Formulaire d'identification du partenaire** dûment complété, comme mentionné dans l'Annexe 1 ;
  - ii. Preuve d'enregistrement légal en tant **qu'organisation à but non lucratif** depuis au moins cinq ans ;
  - iii. **Présentation de la structure de l'entité**, de son expérience et de ses performances passées, en mettant en avant les éléments pertinents par rapport aux Termes de Référence (ex. : rapports d'activité, etc.) ;
  - iv. Preuve d'une expérience démontrée dans la **gestion d'au moins deux résidences cinématographiques** ;
  - v. **Preuve de projets antérieurs** menés en collaboration avec **des agences de coopération internationale**, l'UNESCO et/ou le Système des Nations Unies, y compris la Banque mondiale, si applicable ;
  - vi. **Preuve des politiques et mesures de sauvegarde en place**, notamment les politiques d'achat, de gestion des ressources humaines et de gestion financière, ainsi que d'autres politiques telles que les mécanismes de lutte contre la fraude et la corruption, et la politique de protection des données du personnel ;
  - vii. **États financiers certifiés et audités** pour les deux dernières années ;

- viii. **Budget détaillé**, comme mentionné dans l'Annexe 2, dans la limite maximale de 149 000 USD, précisant toute contribution en nature et/ou financière, **avec une contribution en nature obligatoire d'au moins 5 % du budget total**, offerte par le partenaire pour compléter le financement accordé par l'UNESCO.

## V. **CRITERES ET METHODES D'EVALUATION :**

**Les propositions seront évaluées sur la base des critères suivants :**

- 1) Solidité de la proposition technique, qui doit comprendre des mécanismes d'inclusion novateurs et reproductibles de façon à accroître au maximum le transfert de valeur aux bénéficiaires.
- 2) Fort impact des interventions, directement axées sur les besoins définis dans le mandat et répondant à ces besoins.
- 3) Taille du budget requis adaptée aux capacités avérées de l'organisation en matière de gestion administrative et financière.
- 4) Suivi et évaluation participatifs contribuant à renforcer le sentiment d'appropriation parmi les bénéficiaires et favorisant ainsi la pérennité des interventions.

**Une liste détaillée des critères pour l'évaluation technique est incluse dans l'Annexe 3, sous forme de tableau Excel.**

**Note totale la plus élevée après pondération des critères techniques et financiers**

Exemple : récapitulatif des formulaires d'évaluation de la proposition technique		Note maximum	Nom de l'institution/organisation		
			A	B	C
1.	Admissibilité et qualifications du soumissionnaire	230			
2.	Méthodologie, approche et plan de mise en œuvre proposés	250			
3.	Structure de gestion et collaborateurs essentiels	220			
<b>Sous-total pour l'évaluation technique</b>		<b>700</b>			

### ***Formulaire d'évaluation de la proposition financière***

Exemple : récapitulatif des formulaires d'évaluation de la proposition financière		Note maximum	Nom de l'institution/organisation		
			A	B	C
	Proposition financière	300			
<b>Sous-total pour l'évaluation financière</b>		<b>300</b>			

L'évaluation des propositions financières (de toutes les entités ayant atteint la note technique minimale de 70 %) sera fondée sur la méthode de notation pondérée comme suit :

1. Les propositions financières seront ouvertes et les prix seront consignés sur une liste selon un ordre croissant (le prix le plus bas obtenant le nombre maximum de points, figurera en première position et le prix le plus élevé obtenant le nombre de points le plus faible, figurera en dernière position).
2. Le nombre maximum de points (par exemple 300) est attribué au prix le plus bas – pour les autres prix, l'attribution des points se fera en appliquant la formule suivante : [Nombre de points = prix le plus bas/prix en question \* nombre total maximum de points pouvant être obtenu pour la proposition financière]

Exemple :

3. Soumissionnaire A – prix le plus bas classé premier pour un montant de 10 000 dollars = a
4. Soumissionnaire B – deuxième prix le plus bas classé deuxième pour un montant de 15 000 dollars = b  
 Nombre de points attribués à B = 200 (d'après la formule :  $a/b * 300$  soit  $10\,000/15\,000 * 300 = 200$  points)

**Formulaire d'évaluation combinée de proposition technique et financière**

Exemple : Récapitulatif des formulaires d'évaluation de la proposition technique et financière		Note maximum	Nom de l'institution/organisation			
			A	B	C	D
	Sous-total pour l'évaluation technique	700				
	Sous-total pour l'évaluation financière	300				

**VI. VOLUME DU BUDGET ET DUREE DU PROJET :**

Le partenaire doit soumettre une proposition budgétaire détaillée pour les activités, **avec un plafond budgétaire maximal de 149 000 USD, comme indiqué dans l'Annexe 2.** Le montant doit être proportionné aux capacités de gestion administrative et financière de l'organisation. En principe, l'Accord de Partenariat ne dépassera pas 12 mois, incluant le programme de résidence de quatre semaines.

Concernant le budget de la proposition technique du partenaire, l'UNESCO se réserve le droit de réviser le plan de travail et de négocier le budget avec le partenaire avant la signature de l'accord, afin d'assurer un bon rapport qualité-prix. De même, l'UNESCO veillera à ce que, conformément à ses politiques, le partenaire sélectionné apporte une valeur ajoutée sous forme de contribution financière ou en nature. **La contribution financière ou en nature du partenaire sera précisée dans la proposition budgétaire, avec une contribution en nature obligatoire d'au moins 5 % du budget total.** Aucuns frais généraux administratifs ou de service ne sera accepté (le budget doit être directement basé sur les activités).

**VII. PROCESSUS DE SELECTION :**

L'UNESCO examinera les propositions selon une procédure en cinq étapes : (i) détermination des propositions admissibles ; (ii) examen technique des propositions admissibles ; (iii) notation et classement des propositions admissibles selon les critères d'évaluation indiqués à la section précédente, en vue de déterminer quelles sont les propositions se classant en tête ; (iv) tour de clarification (si nécessaire) et élaboration du plan de travail avec la candidat dont la proposition aura obtenu la note la plus élevée ; (v) signature de l'accord de partenariat d'exécution.

**VIII. PROCESSUS DE SOUMISSION :**

Les candidats prennent en charge la totalité des coûts liés à l'établissement et à la soumission de leur offre.

Les candidats doivent soumettre leur proposition par voie électronique en un seul courriel à l'adresse suivante : [convention2005.call@unesco.org](mailto:convention2005.call@unesco.org).

**Une seule soumission par organisation est autorisée.** Une fois la candidature complétée et



soumise, les versions révisées des documents de proposition ne seront pas acceptées.

### Date limite de soumission

Les propositions, accompagnées des documents justificatifs, doivent être soumises **au plus tard le 06/04/2025 (23:59 [France - UTC+1])**.

Pour toute question supplémentaire concernant les lignes directrices de l'Appel à propositions, veuillez envoyer un courriel à : [convention2005.call@unesco.org](mailto:convention2005.call@unesco.org).

**OBJET OBLIGATOIRE DU COURRIEL : "2025/Residency/DCE" - [NOM DE VOTRE ORGANISATION]**

Taille maximale d'un courriel unique : 10 MB

Les outils de partage de fichiers tels que Dropbox ou WeTransfer ne seront **PAS** acceptés.

L'UNESCO se réserve le droit de ne financer aucune proposition issue de cet Appel à Partenariats. En fonction de la valeur et du contexte de l'Accord de Partenariat d'Exécution, le rapport financier final devra être audité par l'Auditeur Externe du partenaire. L'exigence d'audit sera confirmée lors de l'élaboration du plan de travail et de la finalisation du contrat.

Calendrier estimatif de l'appel à partenariats :

04/03/2025	Ouverture de l'appel à partenariats
06/04/2025	Date limite de soumission des propositions par les organisations
08/04/2025	Évaluation et sélection des candidatures
30/04/2025	Notification des candidats sélectionnés

### INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES

L'UNESCO exige que les partenaires, candidats et leurs sous-traitants respectent les normes les plus élevées en matière de conduite morale et éthique lors de la mise en œuvre de l'accord de partenariat et s'abstiennent de toute pratique frauduleuse et corruptrice.

Les agences des Nations Unies ont adopté une politique de tolérance zéro concernant les cadeaux. Il est donc strictement interdit aux partenaires d'envoyer ou d'offrir des cadeaux, des offres d'hospitalité ou toute autre faveur aux membres du personnel de l'UNESCO, afin d'éviter tout risque de traitement de faveur réel ou perçu.

L'UNESCO se réserve le droit de :

(a) Rejeter une proposition si elle détermine que le partenaire recommandé pour l'attribution de l'accord a été impliqué dans des pratiques frauduleuses et/ou corruptives lors du processus de sélection.

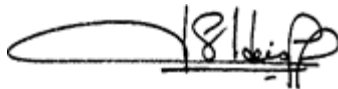
(b) Annuler ou résilier un accord si un partenaire est reconnu coupable de fraude et/ou de corruption pendant la mise en œuvre d'un contrat avec l'UNESCO.

(c) Déclarer un partenaire inéligible pour devenir un "fournisseur enregistré des Nations Unies", soit pour une durée déterminée, soit de manière définitive, s'il est établi à tout moment que ce partenaire a commis des actes frauduleux et/ou corruptifs dans le cadre d'un accord avec l'UNESCO.

Cet Appel à Partenariats ne doit en aucun cas être interprété comme une offre de contrat avec

votre organisation. Toutefois, votre proposition pourrait servir de base pour un éventuel contrat entre votre organisation et l'UNESCO, sous réserve d'un examen positif et de la disponibilité des fonds. L'UNESCO se réserve également le droit de financer des accords supplémentaires dans un délai de trois ans pour des activités similaires, en fonction des financements disponibles auprès des donateurs.

Pour toute demande d'informations supplémentaires, veuillez contacter :  
[convention2005.call@unesco.org](mailto:convention2005.call@unesco.org).

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Toussaint Tiendrebeogo', written over a horizontal line.

Pour et au nom de l'UNESCO  
Toussaint Tiendrebeogo  
Chef de l'Entité de la Diversité des Expressions Culturelles

## **IX. ANNEXES :**

**Annexe 1** – Formulaire d'identification du partenaire

**Annexe 2** – Modèle de budget

**Annexe 3** – Grille d'évaluation de l'évaluation technique

**Annexe 4** – Exemple d'Accord de partenariat d'exécution

